



Alternatifs Isère

SOLIDARITÉS 38 FÉMINISME
AUTOGESTION ÉCOLOGIE



Éducation : provoquer la dégradation pour mieux privatiser

Toutes les réformes concernant l'Éducation nationale entreprises par les gouvernements UMP ont, sous prétexte de modernisation, pour objectif de faire des économies :

- suppression de la majorité des ZEP
- réforme de l'enseignement des élèves handicapés
- réformes des universités
- réformes des lycées professionnels
- réforme des IUFM
- réforme des IUT
- réforme des lycées d'enseignement général

Si le gouvernement a décidé de repousser la réforme concernant cette dernière, il en maintient l'objectif financier qui est la suppression des 13 500 postes ! Dans le primaire, la réforme qui a consisté à réduire le nombre d'heure de cours des élèves va être prolongée par une suppression de postes de professeurs des écoles à la rentrée 2010 ! En outre, le gouvernement ne cesse de remettre en cause l'école maternelle.

Cette politique est fidèle aux consignes de l'OCDE, reprises par le traité européen de Lisbonne, c'est-à-dire de privatiser les services de l'enseignement en provoquant la dégradation de l'Éducation Nationale pour ainsi laisser la place au privé !

Les incessantes suppressions de postes dans l'Éducation Nationale ne font que dégrader les **conditions de travail** des enseignants et des élèves, car elles augmentent le nombre d'élèves par classe. Pour être profitable, l'enseignement doit être au maximum personnalisé. Par exemple, comment apprendre à parler une langue étrangère à 40 dans une classe ?

Par ailleurs, la suppression de postes ne peut qu'aggraver la situation de **l'emploi**. De plus, en

réduisant massivement le nombre de postes aux concours d'enseignant, on peut se demander si le gouvernement ne vise pas à augmenter le recrutement d'enseignants à statut précaire : contractuels, vacataires. À cela s'ajoute la suppression annoncée des IUFM qui forment les enseignants : le métier d'enseignant ne serait plus enseigné !

Alors que le gouvernement vient de distribuer **10,5 milliards d'euros aux banques**, qu'il a réduit, par l'adoption de son paquet fiscal en faveur des riches, les ressources de l'État, il veut réduire encore les crédits de l'Éducation Nationale.

Les manifestations de novembre et de décembre 2008 des enseignants et des lycéens ont provoqué le report de la réforme des lycées. Cette manifestation du 17 janvier est une étape supplémentaire dans la défense du service public de l'Éducation nationale. Le 29 janvier sera l'élargissement du mouvement revendicatif contre la crise que les financiers veulent faire payer aux citoyens. Mais ces luttes pour être efficaces doivent être concertées au niveau international, car la crise que nous subissons, celle de **la mondialisation capitaliste**, frappe tous les peuples de la planète. Ainsi, le mouvement revendicatif de la jeunesse grecque de décembre dernier n'est certainement pas étranger au retrait de la réforme des lycées.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

Les Alternatifs-Isère

42 rue St-Laurent 38 000 Grenoble

Tel. 04 76 24 13 31

Courriel : 38@alternatifs.org

Site : www.alternatifs.org/38/

Je souhaite recevoir davantage de documentation de la part des Alternatifs :

Nom et prénom

Adresse électronique :

Adresse postale

À renvoyer au siège des Alternatifs-Isère